

(Pour des raisons évidentes, le nom du signataire de cette lettre a été omis) (Note DIAL)

## LETTRE DE SANTIAGO

Santiago, le 26 octobre 1973

Chers amis,

Pour le touriste "perdu" actuellement à Santiago, la ville peut apparaître en pleine activité et comme ayant revêtu un nouveau visage: les inscriptions murales rappelant le "régime marxiste" ont totalement disparu, les employés municipaux s'affairent sur leurs balais, la qualité des chaussées s'améliore en ce qui concerne les artères centrales, la circulation automobile est intense, les transports en commun sillonnent la ville comme normalement, permettant aux travailleurs de se rendre en temps voulu à leur lieu de travail et aux consommateurs de visiter le magasin de leur choix.

Peut-être remarquera-t-il la présence plus que coutumière de militaires en tenue de campagne sillonnant les rues ou montant la garde devant des édifices publics ou des usines, présence renforcée par de grandes affiches murales, ici ou là, sur lesquelles on peut lire: "En chaque soldat il y a un chilien, en chaque chilien il y a un soldat".

La normalisation de la vie dont les moyens de communication sociale font grand état, reste cependant peu crédible au citoyen attentif de Santiago. S'il se rend du côté du fameux STADE NATIONAL, jusqu'à ce jour orgueil des chiliens pour avoir été le cadre du championnat du monde de football en 1962, il découvre une longue file de gens de toutes catégories sociales qui attendent la "prochaine" mise en liberté d'un parent, d'un ami ou d'un camarade de travail. La majorité de ces personnes sont du milieu populaire et connaissent bien les lieux pour y être présentes journalièrement, les unes depuis trois semaines, les autres plus ou moins récemment, la majorité avec son petit pique-nique. De ce stade où sont encore rassemblés plusieurs milliers de détenus, sortent quotidiennement quelques 100 à 150 étrangers (brésiliens, uruguayens, boliviens, etc.) que les ambassades européennes ont accepté de prendre en charge, et un nombre équivalent de chiliens. Le temps presse, puisque le match retour Chili-Russie pour l'éliminatoire de la coupe du monde doit se dérouler dans ce stade le 21 novembre... A l'intérieur, en des lieux bien connus des détenus libérés, les tortures continuent pour un certain nombre de prisonniers. Les femmes n'échappent pas à de tels traitements. Ceux qui ont eu à en souffrir sont forts discrets sur leur expérience, et on les comprend aisément quand on sait les menaces dont ils sont l'objet avant leur mise en liberté afin de les empêcher de faire la moindre révélation sur ce qu'ils ont enduré.

Si les exécutions sommaires diminuent, il n'est cependant pas rare de découvrir çà et là des cadavres au matin; plusieurs faits rapportés de province indiquent que des personnes relâchées par les autorités militaires ont ensuite été retrouvées assassinées ou même remises à la morgue, comme cela a été prouvé à Antofagasta, Temuco et Lota. Il est à noter la parution d'une déclaration de la Junte militaire supprimant les exécutions sommaires, en raison de la normalisation de la situation. Mais les arrestations se poursuivent, soit à domicile, soit sur les lieux de travail, avec une précision de plus en plus nette vis-à-vis des militants politiques de l'Unité Populaire et des dirigeants d'organisations populaires, les syndicats étant les plus visés. D'après tel ou tel général, il faut neutraliser jusqu'au dernier les "marxistes", un autre ajoutant qu'il n'y aura de relâche que le jour où la certitude sera acquise de l'impossible retour du "marxisme" au Chili.

Face à un tel acharnement, de nombreux chiliens vivent sous la terreur, pour peu qu'ils aient eu quelque lien avec les partis politiques de gauche ou des organisations populaires ayant joué un rôle sous le gouvernement d'Allende. Pour les plus visés, c'est une course vers les ambassades, malgré la garde renforcée que la Junte a disposée à leur proximité. Actuellement, bien que ne reconnaissant pas le droit d'asile, plusieurs ambassades européennes reçoivent des chiliens qui cherchent à sauver leur tête et celles d'amis que les tortures pourraient faire dénoncer: certains pays d'Europe occidentale, laissant de côté tels ou tels intérêts politiques et économiques, semblent vouloir maintenir devant l'opinion mondiale leur tradition humanitaire, ce dont peuvent profiter jusqu'à ce jour un certain nombre de chiliens. Selon un chiffre donné officiellement par la Junte, il y aurait quelques 2.300 réfugiés politiques dans les diverses ambassades de Santiago; on avance officiellement le chiffre de 4.000. De toutes façons, c'est un phénomène unique dans l'histoire et qui est un signe éloquent de la situation.

Un tel climat général entretient une peur assez généralisée qui se traduit, par exemple, par une quasi scrupuleuse observation du couvre-feu (qui sévit encore à Santiago de 22h à 6h) du moins dans les quartiers populaires. Chaque nuit, jusqu'à une heure tardive, un ou plusieurs hélicoptères survolent la ville immense comme des oiseaux de mauvais présage dont le vrombissement des moteurs ne trouve d'autre écho que celui des aboiements nocturnes des milliers de chiens jouissant de leur liberté traditionnelle.

Ce dont ne se rend peut-être pas très bien compte le touriste, c'est que les gens achètent beaucoup moins, surtout dans les quartiers populaires, chose dont les commerçants, quelle que soit leur tendance politique, se plaignent amèrement. De fait, les prix ont subi une hausse vertigineuse, que la nouvelle politique des salaires mise sur pied ne pourra en aucun cas pallier. D'ici à la fin de l'année est prévu le paiement de la valeur de trois salaires mensuels tels que la loi de réajustement du mois d'avril l'avait fixée; il s'y ajoute une allocation mensuelle familiale de 900 escudos (contre 250 auparavant); enfin, une indemnisation de transport de 750 escudos et deux "bonifications", chacune ne pouvant pas dépasser 10.000 escudos; chaque famille est assurée de jouir d'un revenu total jamais inférieur à 12.000 escudos. Or, le pain est passé de 11 escudos à 40, et une famille de six personnes (la moyenne en milieu populaire) consomme habituellement 3 kg de pain par jour, soit 3.600 escudos par mois; le sucre, de 35 escudos à 120; le lait, de 7 escudos le litre à 30; l'huile est passée à 240 escudos le litre; les

transports en commun, de 4 escudos à 13, etc. Il s'agissait de donner aux produits un prix "réel", selon les propres termes du ministre des Finances. En même temps, un nouvel indice des prix est à l'étude. Les journaux, la radio et la télévision ont fait état d'un certain mécontentement des consommateurs face à cette hausse des prix, dont ceux de consommation courante qui sont sous contrôle gouvernemental, avec une marge de concurrence laissée à la discrétion des producteurs et des commerçants.

Au niveau de la politique économique, il est très souvent question, dans la presse parlée et écrite, de promesse de crédits extérieurs, en particulier de la part d'organismes mondiaux qui avaient refusé de telles faveurs au régime antérieur. Il en est de même en ce qui concerne les conversations que le gouverneur de la Banque Centrale tient soit aux USA, soit au Brésil, soit avec les pays associés du Pacte Andin (zone de marché commun entre les pays latino-américains du littoral sud du Pacifique, plus le Venezuela). S'il est bien difficile de faire une évaluation de la marche des entreprises, de nombreux échos de travailleurs et cadres laissent penser que la capacité productive est loin d'être utilisée à plein rendement, au point que dans telle ou telle entreprise antérieurement sous contrôle de l'Etat et pratiquement revenue entre les mains de son propriétaire, les travailleurs ne travaillent que la valeur de trois ou quatre jours par semaine. On peut affirmer en toute sécurité que le secteur minier a une production normale, tout en tenant compte du fait que les difficultés techniques et matérielles créées par le boycott des USA en particulier contre le régime de l'Unité Populaire n'ont pu encore trouver leur solution.

Les rapides et radicales transformations de l'économie entreprises par le gouvernement d'Allende avaient entraîné de profondes perturbations tant dans le domaine monétaire que dans celui de la production et du commerce. En se trouvant dans une position unique au monde avec un contrôle si important sur l'économie, la Junte doit prendre des mesures profondément inspirées par des partisans d'une politique de libéralisme économique tout en désirant maintenir une certaine prédominance de l'Etat. Les mesures annoncées devront faire la preuve de leur efficacité à court ou à long terme, et il est encore difficile d'en juger. La première conséquence, qui est déjà manifeste et qui va s'aggraver au cours des mois à venir, c'est le chômage pour des raisons économiques, lequel s'ajoute à celui des travailleurs licenciés pour raisons politiques.

Dans les Universités, la situation reste confuse depuis que la Junte a décidé de nommer d'office des recteurs militaires, fait unique dans son genre, généraux d'active ou en retraite, afin de contrôler le monde des intellectuels et des universitaires. Sauf l'Université Technique de l'Etat, l'ensemble des unités universitaires destinées à former des ingénieurs et des techniciens ont repris leurs activités dans tout le pays. Il est loin d'en être de même pour les carrières des sciences sociales et pédagogiques dont on nous assure qu'elles vont être totalement réorganisées, pour avoir été trop souvent des foyers de marxisme. Un journal d'extrême droite titrait récemment: "L'Université va être complètement nettoyée". Ça et là s'ouvrent des cahiers des charges contre des professeurs et étudiants de gauche, dont le sort va dépendre des décisions prises par des sortes de tribunaux spéciaux. En bien des secteurs de milieux traditionnellement formés par les Universités, de telles mesures créent un certain mécontentement, car on voit avec appréhension

se créer un type d'université qui risque de faire disparaître d'un trait de plume la situation universitaire chilienne qui faisait l'orgueil du pays et dont la réputation au-delà des frontières était comme la reconnaissance de sa valeur tout au long de sa longue et intéressante histoire. Il est légitime, en effet, de s'interroger sur l'avenir des Universités chiliennes quant à la créativité qui a toujours été, et dans tous les domaines, sa caractéristique principale.

Le Chili passe traditionnellement pour être un pays chrétien. Depuis plusieurs décennies, les chrétiens étaient de plus en plus divisés, en particulier sur l'option politique en vue d'une société plus juste. Une forte minorité avait délibérément opté pour un "socialisme à la chilienne", et parmi eux, un certain nombre militait dans les partis composant la coalition de l'Unité Populaire. Parmi cette minorité, de nombreux prêtres, essentiellement pasteurs en secteurs populaires et industriels, et dont la plus grande partie sont des étrangers, dans une proportion allant jusqu'à 80% du clergé en plusieurs secteurs de Santiago et des villes de province. Ces chrétiens, et surtout ces prêtres avaient rencontré l'opposition de la plupart des évêques, concernant leur manière de vivre le sacerdoce avec les travailleurs et les opprimés; plusieurs évêques cependant, dont le cardinal de Santiago, avaient toujours refusé de les condamner, malgré des conflits parfois très durs et quasi publics. Systématiquement ou presque, 80 de ces prêtres étrangers ont été expulsés depuis le coup d'état, la plupart sans motif valable. Le seul fait de vivre avec les pauvres constitue une situation suspecte. Un tel a été détenu parce qu'on avait trouvé chez lui plusieurs livres traitant du marxisme, au milieu de toute une série de livres et documents de théologie et de pastorale; son évêque, chilien, a eu une attitude courageuse et rare: il a fait savoir au général commandant la région qu'il possédait davantage de livres de ce genre et qu'il fallait l'arrêter lui aussi. Un autre, travaillant dans un hôpital, a vu l'un de ses collègues prêtres, travaillant dans le même hôpital, être lâchement assassiné; il a dû s'enfuir en apprenant qu'il était accusé d'être un "extrémiste dangereux". Un autre, encore, avait beaucoup aidé les habitants du quartier à s'organiser pour assurer un ravitaillement plus équitable dans le cadre d'organisations créées par le gouvernement antérieur. Tous ces prêtres semblent avoir été expulsés sous le regard bienveillant et tacite de la plupart des évêques, qui étaient surtout préoccupés de sauvegarder la vie de leurs institutions ecclésiastiques et d'obtenir quelques possibilités d'action en vue de sauver la vie de ceux qui se voient menacés. Le fait est que, mis à part quelques évêques, dont le cardinal, la plupart n'ont pas caché leur relative approbation devant la fin du danger marxiste, quelqu'en soit le prix. De nombreux chrétiens, surtout dans les secteurs de gauche, populaires et autres, reprochent amèrement à l'épiscopat son silence face aux tortures, aux arrestations et aux exécutions arbitraires, lesquelles continuent d'être la caractéristique de la vie chilienne, sans doute pour quelque temps encore.

-----

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)